TÉLÉPHONIE MOBILE

Les puces anonymes sont de retour !

Moins d'une année après la clôture de l'opération d'identification des puces anonymes des trois opérateurs de téléphonie mobile, voilà que des puces sont vendues sans contrat dans la rue. C'est ce que nous avons constaté au cours de notre virée dans certains quartiers de la capitale. A Bab-el-Oued, Belzouizdad, place des Martyrs et Didouche-Mourad, des vendeurs à la sauvette proposent aux passants des puces téléphoniques à 100 et 200 DA l'unité.

Enquête de Fatma Haouari

C'est mercredi. Il est 15 heures. En plein cœur de la capitale, un jeune portant un grand sac, devant l'entrée d'un immeuble, hèle les passants.

«La puce à 100 DA !» Une petite foule s'agglutine autour de lui. Il sort de son balluchon des cartes Sim hermétiquement fermées à l'aide de cellophane.

L'un des curieux lui demande si elles sont authentiques. Il répond sans ambages : «Bien sûr qu'elles le sont, ce n'est pas une arnaque ! Je ne vais comme même pas tricher en plein mois de ramadan ! Tiens, regarde, elles sont vraies et fiables. A 200 DA les puces attractives, à 100 DA les autres.» L'homme en prend deux.

Le vendeur lui explique la procédure à suivre pour bénéficier des bonus et autres appels gratuits. L'homme s'en va, tout content d'avoir fait une bonne affaire.

Une dame en hidjab en prend une à 100 DA. Elle lui demande comment l'activer. Il lui explique que son fournisseur les a déjà activées.

Il a quand même pris la précaution de ne laisser qu'un crédit de 5 DA. «Ah bon !» s'exclame une jeune femme qui assiste à la conversation.

«Et le contrat ?», ajoute-t-elle, d'un air interrogateur. Le vendeur lui rétorque avec ironie : «C'est vous qui devez le faire. Il faut vous adresser aux agences commerciales de l'opérateur.»

D'un air méfiant, elle hausse les épaules et lui tourne le dos en s'éloignant. Une autre, la mine sceptique lui demande «Normalement, c'est interdit, comment les avez-vous eues ?»

«Chez A. Phone, un grossiste à El-Harrach», répond-il d'un geste spontané. Et comme pour la mettre en confiance, il sort de sa poche, en découvrant des liasses de billets d'argent, une facture avec le cachet d'un grossiste de la rue Bouâmama, à Belfort.

Nous nous déplaçons le lendemain jeudi à l'adresse indiquée.

C'est dans cette rue tout en pente que se sont installés les grossistes spécialisés dans la vente, la maintenance et la réparation des téléphones portables et autres appareils de télécommunications.

Une multitude de commerces longent les deux côtés de la rue où le négoce bat son plein.

Les enseignes sont assez amusantes mais dénuées de toute imagination ou créativité. «Zéro Phone», «Babo Phone» «Momo Phone», «Badi Phone», «Zizou Phone»... On se demande bien où ils vont chercher des appellations pareilles !

Photo : Samir Sid

L'Algérie compte plus de 26 millions d'abonnés.

Enfin, nous poursuivons nos investigations et là, nous tombons sur «notre grossiste».

Malheureusement, à 13h30, il est fermé. Néanmoins, nous repartons avec la satisfaction que ce dernier existe bel et bien et que le jeune vendeur à la criée n'a pas menti. Il ne serait pas le seul à les écouler au noir, selon des indiscrétions.

Selon des statistiques officielles, l'Algérie compte plus de 26 millions d'abonnés à la téléphonie mobile.

Avec ce nombre, notre pays est ainsi le deuxième marché en Afrique du Nord après celui d'Egypte. Mais le marché s'est développé dans une totale confusion.

Pour rappel, l'année dernière a vu le lancement d'une opération d'envergure par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (Arpt) pour l'identification des puces anonymes. L'anarchie était telle que pour remettre de l'ordre, il fallait faire des prolongations.

L'objectif étant d'assainir les fichiers de tous les opérateurs, par l'identification des puces anonymes.

L'opération a permis l'identification de plus de 2 millions de cartes Sim.

Elle a aussi permis de connaître le nombre réel des abonnés de chacun des opérateurs, qui est de 14 492 091 pour Orascom Télécom Algérie (Djezzy), 7 177 602 pour Algérie Télécom Mobile (Mobilis) et 4 998 174 pour Wataniya Télécom Algérie (Nedjma).

Outre les mesures fiscales, cette vaste campagne s'inscrivait également dans le cadre de la stratégie antiterroriste initiée par le Gouvernement.

En effet, les groupes terroristes ont de tout temps utilisé les téléphones mobiles afin de coordonner et perpétrer des attentats à l'aide de puces anonymes.

Ce mode opératoire a permis d'exécuter, selon des recoupements, une centaine d'attentats ces trois dernières années.

Ce qui complique la tâche des agents de sécurité pour remonter jusqu'aux auteurs des assassinats et autres kidnappings.

Un responsable au niveau d'une agence commerciale de téléphonie mobile nous a expliqué que «les opérateurs vendent des puces à leurs distributeurs respectifs et ces derniers vendent des puces aux grossistes.

C'est ce dernier maillon de la chaîne qui est défaillant puisque ces derniers les revendent à des particuliers parfois même sans facture.»

L'Arpt a, à maintes reprises, reconnu que «le contrôle et l'éradication du marché parallèle n'incombent ni à l'Arpt ni aux opérateurs de téléphonie mobile mais que ce travail doit être mené par le département du commerce».

Encore une mission que Djaâboub n'est apparemment pas en mesure d'accomplir. Mais le danger, cette fois-ci, dépasse le cadre commercial.

Il y va de la sécurité des personnes et du pays.

F. H.

KHENCHELA

Les émeutiers de Chechar devant la justice

C'est en présence des services de sécurité et des familles des prévenus que s'est ouvert le procès à Chechar, à 50 km au sud de la wilaya, des 53 émeutiers arrêtés il y a une semaine.

Ces derniers ont été accusées d'agression des forces de l'ordre, atteinte à l'ordre public et destruction de biens d'autrui.

Des peines allant de 2 à 6 mois de prison ferme ont été prononcées contre 43 accusés alors que les 10 autres ont été innocentés. Une amende de plus de deux milliards de centimes a été infligée aux accusés.

Benzaïm Abdelouahab

LA ZONE INDUSTRIELLE DE SKIKDA MENACÉE PAR DES EXPATRIÉS

Mouvement de contestation d'une quarantaine de manœuvres égyptiens

Les employés de l'OCIA, Orascom Constructions Industries Algeria, une SPA fililale du groupe égyptien Orascom, chargé du projet du méga-train GNL, ont observé, dans la matinée d'hier, un sit-in devant le chantier de réalisation installé dans la zone industrielle de Skikda.

Ils sont près d'une quarantaine de personnes, selon des sources concordantes, à brandir la menace de l'arrêt de travail si jamais leurs revendications ne seront pas prises en considération.

Les tentatives de sommer les contestataires par plusieurs parties intervenantes de rejoindre leurs lieux de travail sont demeurées vaines, les Egyptiens campent sur leurs positions. La plateforme des revendications demeure inconnue dans les détails. Selon des indiscrétions, les motifs seraient liés aux conditions générales de travail des manœuvres égyptiens, notamment la question des salaires non motivants. Ils dénoncent vigoureusement, par la même occasion, les pratiques peu orthodoxes de leurs responsables compatriotes en charge de la gestion du projet. Affaire à suivre.

Au moment où nous mettons sous presse, une partie des récalcitrants a repris le travail, alors que l'autre est toujours en négociation musclée avec sa hiérarchie.

Zaïd Zoheir